



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)  
N° 149 DÉCEMBRE 2001 - 20 F ISSN 0989-3237

## *Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué*

par **Jacques ROUGEOT**  
professeur à la Sorbonne

On devrait toujours relire La Fontaine. Outre le plaisir qu'on y prend, on y trouve généralement des leçons pratiques que l'on peut appliquer à bien des situations de la vie courante, encore aujourd'hui. On se permettra donc ici de recommander à un certain nombre d'hommes politiques, surtout de droite, la lecture de la fable intitulée « L'ours et les deux compagnons ». Beaucoup l'ont apprise à l'école, mais il ne semble pas inutile de leur rafraîchir la mémoire. Elle nous conte la mésaventure de deux compagnons qui vendirent à leur voisin fourreur « La peau d'un ours encore vivant, Mais qu'ils tueraient bientôt, du moins à ce qu'ils dirent (...) S'offrant de la livrer au plus tard dans deux jours ». Malheureusement, l'expédition tourne à la débandade, et l'un des deux compagnons tire la morale de l'histoire en disant « qu'il ne faut jamais / Vendre la peau de l'ours qu'on ne l'ait mis par terre ».

Inutile de faire des comparaisons terme à terme avec la vie politique d'aujourd'hui. Remarquons simplement que les compagnons imprudents et finalement dépités sont beaucoup plus nombreux que les deux de la fable, car il s'agit de tous ceux qui, dès maintenant, se partagent, ou plutôt se disputent âprement, les hauts postes de responsabilité, en particulier ministériels, qui, selon eux, ne vont pas manquer d'être livrés en grand nombre à leur convoitise après les deux scrutins du printemps prochain.

### **UNE DROITE CYCLOTHYMIQUE**

En vérité, il semble bien qu'une bonne partie de la classe politique de droite soit atteinte de cyclothymie, que le Robert définit comme une « anomalie ou constitution psychique qui fait alterner les périodes d'excitation (instabilité, euphorie) et de dépression (apathie, mélancolie) ». On dirait vraiment que la formule a été inspirée par les modèles que nous avons sous les yeux. Rappelons-nous : il y a fort peu de temps, quelques mois ou tout au plus un petit nombre

d'années, il était de bon ton, à droite, de cultiver une amertume distinguée en prédisant que la gauche était au pouvoir pour au moins vingt ans, que cela était écrit dans les astres et que par conséquent on pouvait, en toute bonne conscience, se laisser aller à une douce apathie, plus communément appelée paresse ou flemme. Nous avions alors cru bon de rappeler dans un précédent *Vigilance et Action* que, avec un peu d'organisation et d'activité, nous avions de bonnes chances de renverser le courant. Nous fûmes considérés par les augures comme des innocents du village qui n'avaient pas encore compris que notre ambition devait se borner à éviter la mort violente et à nous réfugier dans l'euthanasie.

Puis vinrent les élections municipales du printemps dernier. Divine surprise ! A part à Paris et à Lyon, où certains s'employèrent brillamment à livrer à la gauche les clefs de ces cités (ne ravivons pas les plaies, mais ne soyons pas non plus amnésiques), les résultats portèrent un rude coup au triomphalisme de la gauche. L'espoir changea de camp, le combat changea d'âme. Les Cassandres de la veille opérèrent à la vitesse de l'éclair un virage à cent quatre-vingts degrés (un de plus). Un point commun toutefois entre les deux analyses successives : l'évolution des événements semble obéir à des forces extérieures assez mystérieuses, pilotées par le Destin, et non pas dépendre de la volonté des hommes. Ainsi, puisque la victoire est de toute façon promise à la droite, à quoi bon se fatiguer, s'organiser, militer, mettre au clair ses idées, de façon à persuader les électeurs que, cette fois-ci, le temps où la droite n'aspirait qu'à être une gauche un peu moins nocive est bel et bien terminé ? Et en effet, dans la définition de la cyclothymie, le dictionnaire parle de périodes d'excitation, d'instabilité, d'euphorie, mais nullement de travail et de courage.

Pourtant, c'est bien d'énergie et de lucidité que nous avons besoin. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas essentiellement de donner aux hommes politiques avides et

trop pressés des leçons de morale, encore que le partage anticipé de dépouilles incertaines fournisse un spectacle non seulement indécent, mais ridicule et répulsif, donc démobilisateur. Il s'agit simplement de voir la réalité en face et d'en tirer les conséquences.

La réalité, c'est que, au-delà de la sagesse des nations rappelée par le fabuliste, la situation présente nous permet seulement d'espérer que nos efforts peuvent être fructueux, mais sans qu'il y ait de certitude à cela, et surtout à condition que ces efforts soient faits. Doit-on rappeler quelques évidences ?

## LES INCERTITUDES DES SCRUTINS

La première évidence, c'est que, depuis quelques décennies, presque toutes les élections importantes se gagnent sur le fil du rasoir. Lorsqu'on enregistre une différence de deux ou trois points par rapport à la moitié des suffrages, on présente ce résultat comme une sorte de raz-de-marée. En vérité, un tel écart est extrêmement instable. Il peut se modifier ou se renverser en quelques semaines. On peut même dire que, en particulier pour l'élection présidentielle, la configuration électorale supposée du mois de décembre ne préjuge en rien du résultat final, quelques mois plus tard : l'expérience l'a confirmé à maintes reprises, et ce n'est pas Jacques Chirac qui dira le contraire. Ces renversements de tendance peuvent d'ailleurs se produire dans tous les sens. Il y a un an, le président de la République était présenté par la plupart des commentateurs comme le maillon faible de la droite ; c'est ce qui incita les socialistes et leurs compères occasionnels à inverser l'ordre des scrutins. Aujourd'hui, Jacques Chirac est plutôt considéré comme la locomotive à laquelle tous ceux qui veulent briguer un siège ou une fonction officielle s'empressent d'accrocher leur wagon. Qu'en sera-t-il dans six mois ?

Certains font valoir que la droite est majoritaire en voix dans le pays. C'est vrai, mais le fait n'est pas nouveau et pourtant, en plus de vingt ans, elle n'aura exercé le pouvoir à part entière à l'échelle nationale que pendant deux ans.

La situation présente est-elle si différente, si favorable qu'elle autorise un optimisme béat ? Ce n'est pas ce que fait apparaître un examen objectif. Que Jacques Chirac, par sa stature, domine tous les autres candidats potentiels est une évidence peu contestée. Mais il faut admettre que la supériorité personnelle n'a jamais garanti le succès électoral. D'ailleurs, une partie de son prestige vient de la place qu'il tient sur la scène internationale. Mais ces considérations, très favorables en termes d'image, ont un poids électoral assez faible et sont vite oubliées. Le président Bush (le père), qui recueillait plus de 80 % d'opinions favorables après la guerre du Golfe, se fit battre un an plus tard par un parfait inconnu nommé Clinton.

Pour nous en tenir à l'élection présidentielle, il convient de porter une attention particulière sur deux candidats qui, à l'heure actuelle, apparaissent comme les deux éléments perturbateurs.

Le premier est Jean-Marie Le Pen. Enterré un peu vite par certains mais pas par nous, il semble aujourd'hui refaire surface. Sans doute faut-il voir là une conséquence de l'importance nouvelle prise par certains sujets auxquels son

nom est traditionnellement associé, tels que l'insécurité ou l'immigration islamique. On ose espérer que la droite parlementaire ne commettra pas l'énorme sottise de présenter un profil bas sur ces questions dans la crainte d'être accusée de collusion avec le Front national. Le piège a suffisamment bien fonctionné dans le passé pour qu'on n'y retombe pas cette fois-ci. Il faut faire exactement le contraire (c'est ce qui aurait dû être fait depuis longtemps), c'est-à-dire prendre en compte sans restrictions ni atermoiements ces préoccupations à juste titre prioritaires aux yeux des Français et sur lesquelles la culpabilité de la gauche apparaît de façon éclatante.

Remarquons d'ailleurs que la candidature Le Pen est plus qu'un simple facteur de perturbation. Les seules questions qui se posent à son sujet portent sur sa capacité à réunir les cinq cents signatures nécessaires et, éventuellement, sur le pourcentage qu'il obtiendrait au premier tour. Quant à l'influence qu'il pourrait exercer sur le deuxième tour, il est certain qu'il serait l'adversaire le plus acharné de Jacques Chirac, donc l'allié « objectif » le plus solide de Jospin, conformément à sa déclaration mainte fois répétée « Chirac, c'est Jospin en pire ! ».

Le deuxième élément perturbateur est Jean-Pierre Chevènement. Dans son cas, l'incertitude est grande, car c'est le premier souverainiste qui se déclare officiellement candidat. Quant à son pouvoir de nuisance, sur qui s'exercera-t-il le plus efficacement ? Certains optimistes, à droite, se réjouissent de voir entrer en lice un transfuge de la gauche qui, espèrent-ils, enlèvera des voix à Jospin. Il est à craindre que cet optimisme ne soit à courte vue. En effet, déjà au premier tour, il risque d'attirer à lui un certain nombre d'électeurs qui devraient normalement voter à droite mais qui, au nom du souverainisme, pourront se laisser séduire par le chant des sirènes : opération facilitée par le vedettariat médiatique dont Chevènement est le bénéficiaire.

Il ne fait en effet aucun doute que Chevènement ne représente qu'une simple variante de la gauche. Fondateur du CERES, ce courant fortement teinté de marxisme installé à la gauche de la gauche du PS, compagnon fidèle de Mitterrand, rédacteur principal du projet socialiste de 1981, qui prônait une rupture radicale avec la société « capitaliste », partisan de l'union de la gauche, communistes compris, il n'a, que l'on sache, jamais rien renié de ce glorieux passé. Quant à l'exercice de ses fonctions ministérielles, il a surtout consisté à placer ses gens aux leviers du pouvoir et à faire quelques effets de menton jamais suivis d'action. Ministre de l'intérieur, il a multiplié les naturalisations et les « régularisations » abusives d'immigrés clandestins, procédant à un nombre d'expulsions qui doit avoisiner le zéro absolu. On est d'autre part étonné de voir certains champions déclarés de la morale chrétienne faire les yeux doux au chef du Mouvement des citoyens quand on sait que l'un des membres les plus en vue de ce mouvement, Jean-Pierre Michel, a été l'inspirateur et le promoteur le plus acharné du PACS et continue aujourd'hui le combat en déposant une proposition de loi tendant à légaliser l'adoption des enfants par des couples homosexuels. Rien d'étonnant à cela, si l'on se souvient que M. Jean-Pierre Michel est l'un des fondateurs du Syndicat de la magistrature, syndicat au combien rouge vif et détenteur, grâce à Jospin, des principaux leviers du pouvoir judiciaire.

Ce membre de la famille de gauche qui, sans faire jamais acte de repentance, préfère se proclamer « républicain », terme cache-sexe dépourvu de toute signification précise, fait aujourd'hui carrière dans le rôle d'enfant terrible. Le moment venu, c'est-à-dire pour le deuxième tour de l'élection présidentielle, il n'agira pas en fils dénaturé : avec plus ou moins de franchise et d'éclat, il aiguillera ses électeurs vers Jospin et, pour le moins, fera tout pour les détourner de Jacques Chirac.

Le Pen et Chevènement espèrent puiser en partie dans le même réservoir d'électeurs souverainistes de droite, déçus et amers, et pourtant naïfs. Mais un autre candidat va venir perturber le jeu : lorsque Charles Pasqua aura déclaré sa candidature, il ne manquera pas d'attirer à lui une grande partie des souverainistes de droite, ponctionnés sur l'électorat que Le Pen et Chevènement comptent bien s'approprier. C'est pourquoi il est l'objet depuis quelque temps d'attaques venimeuses, en particulier de nature judiciaire. Il s'agit de toute évidence de manœuvres inspirées par la gauche et destinées à l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle, car certains redoutent que ce grognard gaulliste ne s'emploie, avant le deuxième tour, à ramener dans le bercail chiraquien les brebis égarées du premier tour.

## ÊTRE À LA HAUTEUR

L'incertitude de la victoire rend donc dérisoires et indécents les petits jeux de ceux qui se partagent dès maintenant des dépouilles qu'ils devraient plutôt s'employer à conquérir. Cette élémentaire prudence, valable en tout temps, s'impose aujourd'hui de façon encore plus pressante. En effet, les hommes politiques doivent comprendre que le débat public a atteint depuis peu un nouveau point de cristallisation. Jusqu'à présent, le rouleau compresseur de la propagande de gauche, aidé par la timidité, pour ne pas dire la veulerie, d'une partie de la droite, avait conduit bien des électeurs à considérer comme une fatalité la suprématie des idées de gauche et à se résigner à voir la droite se contenter de limiter les dégâts. Mais, au fond d'eux-mêmes, ces gens ne renonçaient pas à leurs convictions profondes. Aujourd'hui, les convictions se sont renforcées, parce qu'elles ont été surabondamment confirmées par les faits. Elles ont balayé les faux-semblants de la pensée unique et les inhibi-

tions de la mauvaise conscience et elles s'étalent au grand jour. Ceux qui ne comprendront pas ces évidences, ceux qui se seront montrés principalement préoccupés de leur carrière, ceux qui auront donné l'impression que leur grande ambition est de retrouver les délices des petites combinaisons de sérail, où l'art suprême est celui des croche-pieds et des coups fourrés, ceux-là seront balayés à leur tour. En cas d'échec de la droite, il n'y aura pas pour eux de session de rattrapage. Quel que soit leur âge, ils seront renvoyés à leurs chères études et à leur méditations amères.

De plus, on ne saurait trop leur recommander de se faire une juste idée de la personnalité de Jacques Chirac. Ceux qui s'imagineraient avoir intérêt aujourd'hui à faire son siège, à peaufiner une stratégie de cour et à s'introniser eux-mêmes en laissant les naïfs aller au charbon, ceux-là s'exposent à de cinglantes désillusions. Qu'ils se souviennent plutôt que le machiavélisme au petit pied est le plus sûr chemin qui conduise à l'échec et que le machiavélisme de haut vol consiste le plus souvent à marcher droit et à travailler dur. Ce qui est condamnable, ce n'est pas l'ambition en elle-même, qui est un moteur naturel et quasi indispensable de l'action politique ; c'est seulement l'ambition dévoyée, celle qui conduit à poignarder en priorité ses propres alliés, à décourager les militants, à faire perdre le camp auquel on appartient et finalement à sombrer avec lui.

La grande question, aujourd'hui, est de reconquérir les électeurs de droite potentiels, qui sont majoritaires mais souvent déçus, sceptiques et tentés par l'abstention ou par une passade sentimentale. Pour cela, il faut les persuader que, cette fois-ci enfin, une volonté ferme est mise au service d'idées nettes, sans faux-fuyants ni astuces subalternes ou timidités effarouchées. Même en déployant beaucoup d'efforts, on n'est pas sûr du résultat. Ce qui est sûr, à l'inverse, c'est que, si la droite manque l'échéance prochaine ou déçoit une fois de plus, elle signera sa propre perte et contribuera ainsi à l'abaissement de la France devenue le pays des trente-cinq heures (et pourquoi pas trente-deux ?), de la retraite à cinquante ans, du PACS, de la tolérance illimitée et de l'insécurité généralisée.

Les conclusions les meilleures sont les plus évidentes. L'objectif est parfaitement clair : **battre Jospin, battre la gauche**. Le moyen est évident : **voter Chirac**.

---

## LA CAMPAGNE MILITANTE DU MIL

**Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance une nouvelle campagne militante sur le thème « Insécurité, la gauche coupable ». Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles. Il nous reste aussi des affiches sur le thème "La gauche ne fait rien : Retraites, insécurité, transports, courrier..."**

**VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L** Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181  
Directeur de la publication : **R. BÉTEILLE** Co-directeur de la publication : **G. FLICOURT**

# OÙ ALLONS-NOUS ?

PACS, ADOPTIONS D'ENFANTS PAR LES « COUPLES HOMO », TRAFIQUANTS DE DROGUE LAISSÉS EN LIBERTÉ.

par Raoul BÉTEILLE, président du Mouvement Initiative et Liberté.

Où allons-nous ?

La question appelle un regard en arrière : il faut découvrir la trajectoire commencée. Et il n'y a plus alors qu'à extrapoler, comme disent les gens distingués.

Eh bien, c'est inquiétant.

On se souviendra qu'il y a trois ans, à l'initiative de M. Jean-Pierre Michel (bras droit de Jean-Pierre Chevènement, ne l'oublions pas), le *Contrat d'Union Libre* a pointé son nez. Si j'ose dire. Le sigle constitué par ces trois lettres initiales était tel (nos gentils novateurs étaient tombés dans le piège sans s'en apercevoir) que la chose est devenue - vite, vite ! - *Contrat d'Union Sociale*.

Puis, comme c'était encore un peu gênant, *Pacte Civil de Solidarité* : PACS. Allons ! ça fait plus sérieux.

Ce qui est encore plus sérieux, pour nous, c'est le danger couru. Or le voilà qui arrive.

On se souviendra aussi, en effet, de quatre détails. Les détails, c'est bien connu, sont souvent importants.

1- M. Jean-Pierre Michel avait tout de suite signalé, avec un joli clin d'œil, que l'ambiguïté (toute naturelle si j'ose encore dire) de ce qu'il proposait promettait pour un proche avenir :

a) le mariage des homosexuels (notre excellente Europe, ici et là, nous donne déjà le bon exemple),

b) l'adoption par eux, une fois mariés, des enfants qu'ils sont incapables de faire, tout seuls et à eux deux.

2- M. Jospin avait eu une réaction immédiate. Il avait proclamé qu'il n'en était pas question et que la proposition de loi avait uniquement pour but de simplifier la vie « administrative » de ceux qui habitent dans un même appartement.

Qu'est-ce que vous allez chercher là, vilains que vous êtes ?

3- La majorité plurielle avait alors eu une réaction prudente malgré cette habileté de grand premier ministre : elle n'a pas été assez présente dans l'hémicycle pour que la proposition de loi fût votée.

4- Nouvelle réaction immédiate de M. Jospin. Mais, cette fois, pour exiger que tous les membres de ladite majorité plurielle signassent le texte quoi qu'ils pussent en penser.

Et c'est ainsi que nous n'allons pas tarder à bénéficier de cette avancée (continuons à utiliser le langage des gens distingués). La famille, dans notre France, en prend un bon coup. Mme Bachelot ne s'en émeut pas. Nous, si.

Et quand nous voyons ce que deviennent les enfants profondément « tourmentés » (c'est-à-dire torturés) par de telles conditions d'entrée dans la vie, quand nous rapprochons ce malaise fondamental de leur propension consécutive à devenir des « drogués » et de ce qui vient de se produire à Versailles, où un trafiquant de drogue incontestable - arrêté par une police encore saine - a été immédiatement remis en circulation (il a aussitôt disparu) par un

« juge des libertés » à la Guigou, nous sommes indignés.

Le plus beau, si j'ose dire une troisième fois, c'est encore Mme Lebranchu, la « gardeuse » des Sceaux.

Elle ouvre une enquête sur ce « grave dysfonctionnement de la justice ».

Les braves gens ! Ils n'osent plus donner d'instructions au *ministère public* dans telle ou telle affaire déterminée, alors qu'ils en ont le droit (et très souvent le devoir). Et les voilà qui sont tout naturellement amenés à s'en prendre à la décision d'un *juge du siège* dans une affaire déterminée.

Lequel juge est totalement indépendant, lui, et fait ce que sa conscience lui dit de faire dans la mesure où la loi le lui permet (c'était le cas en l'espèce...).

La décision dont il s'agit est scandaleuse. D'accord. Mais tout était sur des rails. C'était prévisible.

La trajectoire, on le voit, n'est pas bonne et ce, de quoi qu'on se préoccupe. La famille et la patrie sont bien malades.

Le Journal *Le Monde* du mardi 4 décembre 2001, qui narre en page 14 notre histoire de Versailles, nous raconte (même page) dans quelles conditions, à Montpellier, le Syndicat de la magistrature « refuse d'appliquer certaines dispositions antiterroristes ».

Où allons-nous ?

Je crois le voir, et je le dis dans mon ouvrage *De l'injustice* qui vient de paraître.\*

Ne baissons pas les bras !

\* François-Xavier de Guibert, éditeur.

## DEMANDE D'ADHÉSION

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Téléphone ..... Portable ..... Fax ..... Email .....

Date et lieu de naissance ..... Voulez-vous être adhérent , adhérent actif  ou militant  ?

Profession .....

souhaite commander le livre de R. Béteille (170 Francs (prix public 180 F))

Titres : .....

Souhaite une dédicace de l'auteur

désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

désire soutenir financièrement l'action du MIL et verse :

100 € ou plus

50 €

30 €

20 €

souhaite adhérer ou renouveler mon adhésion au M.I.L. pour l'année 2001 ou/et 2002 (rayer la mention inutile) :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € (ou 250f)

Cotisation couple : 40 € (ou 250f)

Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € (ou 500f)

Cotisation simple : 25 € (ou 150f)

Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 € (ou 1000f)  Cotisation chômeur : 10 € (ou 50f)

désire s'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :

Abonnement de soutien : à partir de 160 €

Abonnement simple 30 €

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois perret tél. 01 47 57 34 44

## MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.